

TOUT ce que l'on va vous INTERDIRE

Il ne se passe presque plus un jour sans qu'une nouvelle idée de restriction des libertés individuelles ne soit plus ou moins sérieusement agitée dans le débat public. Dernièrement, et en très peu de temps, il est possible de citer pêle-mêle le relèvement de l'âge légal pour consommer de l'alcool, l'élimination des 4x4 des routes suisses, la renonciation à consommer des fruits hors saison, l'interdiction, pour les détenteurs de permis C, de s'engager dans la police (à Neuchâtel), la mise à l'index des appareils ménagers et de l'électronique de loisir trop gourmands en énergie dont la fonction de veille ne peut être désactivée.

La dictature de l'altruisme

Que se passe-t-il dans nos sociétés libérales modernes? A quel sein cette frénésie normative - Qui paraît sans limite - se nourrit-elle? Pour prendre la juste mesure du phénomène, il faut d'abord se rappeler que le monde d'aujourd'hui, aussi réglementé soit-il par l'Etat, n'en offre pas moins à l'individu infiniment plus d'options pour mener sa vie comme il l'entend qu'il y a trente ou quarante ans. On lui dicte aujourd'hui ou il peut (encore) fumer, comment conduire, comment trier ses déchets. Mais on ne lui dit plus qui il doit épouser ni quel métier il doit exercer.

Du point de vue des libertés individuelles, les dernières décennies auront alors constitué globalement un énorme progrès. Mai 68, qui est le point de départ de cette évolution, continue du reste à déployer son onde de choc jusqu'à aujourd'hui. C'est particulièrement évident dans le domaine de la sexualité. La reconnaissance du partenariat homosexuel ou la légalisation de l'avortement sont extrêmement récents en Suisse. Ils ont du reste été décidés contre l'opposition viscérale des régions ou ? A l'instar du Valais ? Le communautarisme, l'esprit clanique et l'influence de l'Eglise sont restés forts.

Il n'en reste pas moins que le fameux slogan soixante-huitard « **Il est interdit d'interdire** » n'est aujourd'hui plus du tout d'actualité. Le paquebot a commencé à tourner dans les années 1980. Avec la fin du monde bipolaire, l'approche politique des problèmes a cédé le pas à une approche morale, soumettant progressivement la société à la dictature de l'altruisme, comme le formule le philosophe Jean Romain.

Cette dictature repose sur deux ressorts principaux: l'absolutisation des droits humains (le droit de l'hommisme) et la sacralisation de la nature. Au lieu de faire vraiment de la politique, on produit des normes répondant aux exigences - Jamais rassasiées - de ces nouvelles religions.

La discussion sur le changement climatique est tout à fait significative à cet égard. Se lamenter des effets néfastes du réchauffement de la planète sur la taille des glaciers ou l'industrie du ski est devenu une figure imposée dans le débat public.

Mais qui parle des nouvelles formes végétales et des activités économiques qui s'y substitueraient? Personne ne semble intéressé à tirer un véritable bilan. Car ce qui dérange, ce n'est pas le réchauffement en soi, mais qu'il soit (probablement) provoqué par l'homme. Car si c'est à cause de l'homme, c'est Mal, avec un grand M. Si le réchauffement était naturel, on se féliciterait du climat plus agréable et on s'adapterait. Et si l'action de l'homme conduisait à un refroidissement du climat, on gémirait sur le sort des fennecs et des vendeurs de glaces.

Dans le débat sur le réchauffement climatique, **la machine à fabriquer de la pensée unique** ne peut déjà plus être arrêtée. Se risquer à faire remarquer en public qu'il y a 10% de chance que le réchauffement ne soit pas causé par l'homme (ce qui est une réalité scientifique) tient désormais de l'hérésie et expose à des comportements franchement agressifs.

D'une dérive à l'autre

La bien-pensance a remplacé le bon sens. Une évolution que les sciences humaines de ces dernières décennies ont favorisée de façon notable. Dans un livre récent***, le sociologue Raymond Boudon démonte la manière dont ses coreligionnaires de l'après-Mai 68 sont parvenus à accréditer durablement l'idée que la science constituait une rupture avec le sens commun. Leur but? Imposer dans le meilleur style léniniste une vision selon laquelle la sociologie aurait pour fonction de restituer le sens de leurs croyances et de leurs actes à des êtres humains supposés aveugles sur eux-mêmes et sur le monde.

Autre dérive dénoncée, quant à elle, par Uli Windisch (lire interview): le sociologisme. Une approche simpliste, plus marxiste que véritablement scientifique, qui consiste à expliquer tous les problèmes, quelle qu'en soit leur nature, **par une défaillance du système**. Mai 68 a accéléré l'individualisation de la société, tout en déresponsabilisant l'individu.

Le processus de restriction des libertés individuelles entame dans les années 1980 s'est accéléré durant la dernière décennie. A cote des droits humains et de la protection de l'environnement, deux autres grandes préoccupations sont désormais constamment à l'origine de nouvelles normes et interdits: **La sécurité et la sante.**

Ces deux obsessions revêtent en partie les aspects d'une croisade morale. L'absence complète de zone fumeurs dans les trains - aussi réduite soit-elle - est typiquement une de ces mesures disproportionnées par rapport a la préoccupation de base, qui est de protéger les non-fumeurs.

L'activisme déployé en matière de santé et surtout de sécurité trahit toutefois aussi des peurs profondes liées au monde moderne. La société post-communautariste est une société froide, dans laquelle l'obligation première est d'être et de rester performant. Le monde globalisé donne le tournis. Il est incertain et surmédiatisé. Il génère de nouveaux flux migratoires, des risques terroristes. Le travail absorbe de plus en plus de temps et d'énergie. Le temps est devenu un luxe. Tout spécialement pour les mères qui travaillent. Et les relations hommes-femmes de l'avenir restent à inventer. Les gens sont aujourd'hui plus libres par rapport a la sexualité, mais pas pour le coeur, souligne le sexologue genevois Willy Pasini. Certains font l'amour au lieu de prendre des antidépresseurs. Pour d'autres, c'est le théâtre de jeux de pouvoir.

En Europe, le phénomène de la perte de repères est amplifié par des questions identitaires. Le traumatisme de la Deuxième Guerre mondiale a conduit à une diabolisation systématique des nationalismes depuis cinquante ans sur le continent. Mais l'UE n'a pas -a fortiori après les derniers élargissements - d'identité commune forte à offrir en lieu et place. Tout au plus des valeurs communes qui, en substance, recourent, pour une large part, les préoccupations droits-de-l'hommes. Ce vide est devenu plus palpable avec la société globalisée et hyper-médiatisée, qui ouvre des fenêtres beaucoup plus larges sur d'autres cultures qui n'ont, elles, manifestement pas le même problème.

Les gens ont peur de tout et de rien. Des étrangers, des molosses, des armes à la maison, des voitures surélevées, de la violence dans les stades, des OGM, de devenir obèse, de vieillir, de souffrir, de mourir, et peut-être surtout de vivre. Ils ont peur aussi de ne pas savoir comment éduquer leurs enfants - ou de ne pas avoir le temps de s'en occuper. Enormément de nouveaux interdits potentiels concernent les enfants, spécialement à l'école.

On ne jure plus que par le principe de précaution, qui tend à être appliqué de façon extrême, et par la tolérance zéro. Inventé a New York pour qualifier la politique de répression sans concessions menée contre la petite délinquance dans les années 1990, le concept a passé l'Atlantique et est désormais employé a toutes les sauces: lutte contre la violence des jeunes, l'alcool au volant, l'extrémisme de droite à l'armée, la toxicomanie visible dans les rues. Nous avons développé une aversion extrême à la souffrance et au risque. Nous vivons une sorte de Second Life. **Le bien empire chaque année**, si je puis dire, analyse Jean Romain.

La faute à l'incivilité

Longtemps portée plutôt par des courants idéalistes de gauche, la multiplication de dispositions liberticides est désormais presque autant l'apanage de milieux conservateurs de droite. Un retour en grâce de l'autorité, qu'avait complètement discréditée Mai 68, est clairement perceptible. La progression des valeurs de Mai 68 semble désormais stoppée. Typiquement, la légalisation - ou du moins la dépénalisation - des drogues douces, qui a, pendant longtemps, semble devoir n'être qu'une question de temps, n'est aujourd'hui plus guère a l'ordre du jour.

Pour Uli Windisch, la question clé est celle de l'incivilité. L'une des conséquences négatives majeures de Mai 68 aura été de produire une société où les gens s'ignorent. Ce manque d'égards naturel contraindrait à légiférer pour régler les problèmes de coexistence qui se posent. De manière sous-jacente, une prise de conscience du problème est en cours dans la société, croit pouvoir affirmer le sociologue. Croisons les doigts. B

***Renouveler la démocratie. Eloge du Sens commun, par Raymond Boudon, 368 pages, Odile Jacob, 2006.